

Déclaration commune de Mark Sutcliffe, maire d'Ottawa, et de Maude Marquis-Bissonnette, mairesse de Gatineau, concernant les barrières tarifaires interprovinciales

Région de la Capitale nationale, le 5 février 2025

En tant que maire et mairesse des grandes villes formant la région de la capitale nationale, nous souhaitons réagir à la menace des tarifs douaniers, et réitérer notre volonté de travailler ensemble dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses, des entreprises et des commerces de la région d'Ottawa-Gatineau.

La particularité de notre région est qu'elle est formée de deux villes, dans deux provinces, mais qu'elle forme une seule métropole. Devant la menace tarifaire qui se dessine, nous pensons qu'il existe une occasion de mieux exploiter le potentiel économique de notre métropole. Pour les entreprises de part et d'autre de la Rivière des Outaouais, cela peut représenter une occasion de collaborer plus étroitement afin de favoriser une économie locale forte et résiliente.

Nous avons annoncé hier des mesures similaires en matière d'approvisionnement au sein de nos organisations publiques afin de favoriser nos fournisseurs locaux, et canadiens. Ces mesures contribueront à rendre notre économie plus forte et moins dépendante des États-Unis.

Nous souhaitons que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux de l'Ontario et du Québec révisent les tarifs interprovinciaux. Nous appelons à une révision de ces barrières tarifaires pour faciliter l'activité économique et assurer une meilleure intégration horizontale de nos économies. Aplanir ces tarifs permettrait d'améliorer la circulation des biens et des services et de renforcer la compétitivité de nos entreprises tout en réduisant notre dépendance aux marchés extérieurs. Nous communiquerons cette demande formelle aux autres paliers de gouvernement via cette déclaration commune.

Nous reconnaissons par ailleurs que certains tarifs interprovinciaux peuvent avoir toujours une raison d'être, que ce soit pour la protection des producteurs locaux ou la protection de la langue française, et qu'il sera souhaitable dans certains cas qu'ils soient maintenus. Néanmoins, dans le contexte mondial actuel, nous croyons qu'on ne doit pas faire l'économie de l'analyse du bienfondé des tarifs interprovinciaux. Nous faisons ainsi écho aux demandes de nos milieux d'affaires

et de nos chambres de commerce. Cette réflexion doit être menée au bénéfice des citoyennes et citoyens, ainsi que nos entreprises.

Demain, dans le cadre du Caucus des maires des grandes villes de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), dont Ottawa est la ville hôte, nous porterons auprès de nos homologues cette demande commune. Il nous apparaît impératif que nous travaillions ensemble, d'un océan à l'autre, afin de rendre le commerce interprovincial plus fluide et moins contraignant que le commerce international.

En tant que leaders dans nos communautés, nous demeurons engagés à collaborer avec nos partenaires gouvernementaux pour trouver des solutions réfléchies et équilibrées qui respectent les particularités provinciales, notamment en matière de langue, d'achat local et de sécurité, tout en soutenant les conditions pouvant assurer la compétitivité et le succès de nos entreprises.



Maude Marquis-Bissonnette

Mairesse de Gatineau



Mark Sutcliffe

Maire d'Ottawa